



Femme déplacée travaille sur sa machine à coudre dans un camp de déplacés internes à Damboa, dans l'état de Borno, au Nigeria.  
Photo : Tom Saater/Oxfam

## SOUTENIR LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

Pistes à suivre pour les communautés touchées par le conflit au Nigeria, au Niger et au Tchad

**Le conflit prolongé qui frappe le Bassin du lac Tchad a privé des millions de femmes et d'hommes de leurs moyens de subsistance, les rendant totalement dépendants de l'aide humanitaire pour survivre. Une attention particulière a été accordée au programme de stabilisation, et la sécurisation figure au cœur des préoccupations. Toutefois, des recherches d'Oxfam réalisées fin 2017 indiquent que le relèvement rapide et le développement des moyens de subsistance sont essentiels et doivent être prioritaires afin de promouvoir la résilience des communautés touchées par la crise, de réduire la dépendance à l'aide humanitaire, et en définitive de promouvoir la paix durable.**

# 1 INTRODUCTION

Après neuf années de conflit dans le nord-est du Nigeria, 4,5 millions de personnes dans le Bassin du lac Tchad ont aujourd'hui besoin d'une aide alimentaire immédiate et dépendent de l'assistance humanitaire pour survivre. Elles demeurent privées de leurs moyens de subsistance traditionnels dans une région où l'agriculture, la pêche, l'élevage du bétail et le commerce local étaient autant de secteurs dynamiques avant le conflit. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire devrait atteindre 5,8 millions d'ici le mois d'août 2018<sup>1</sup>. La situation va continuer à se détériorer à court et moyen terme, sauf si des efforts conjoints dirigés par les gouvernements des pays touchés par le conflit sont entrepris dans le but de permettre aux communautés de sortir de cette situation de crise prolongée et de les aider à retrouver leur vie et leurs moyens de subsistance. Cela ne peut attendre : une réponse humanitaire de court terme dédiée entièrement à maintenir les populations en vie ne suffit pas.

En raison du conflit, plus de 2,2 millions de personnes sont aujourd'hui encore déplacées au Niger, au Tchad, au Cameroun et dans le nord-est du Nigeria. Au plus fort du conflit en 2014 et 2015, les groupes armés non étatiques contrôlaient près de 52 000 km<sup>2</sup> de terres rien que dans le nord-est du Nigeria (une région qui représente 20 % de la surface du pays) où vivaient environ 1,8 million de personnes<sup>2</sup>. Les stratégies militaires destinées à priver les groupes armés de leurs ressources économiques et la déclaration de l'état d'urgence ont exercé un impact dévastateur sur l'accès des civils aux moyens de subsistance. Bien que le gouvernement ait repris le contrôle de vastes zones au cours des dernières années, près d'un million de personnes vivent toujours dans des zones reculées, et les membres de nombreuses communautés sont toujours déplacés – ou sont en train de revenir – et n'ont que peu d'espoir de rentrer chez eux en raison des menaces proférées par les groupes armés non étatiques et des opérations militaires qui se poursuivent dans leur village d'origine.

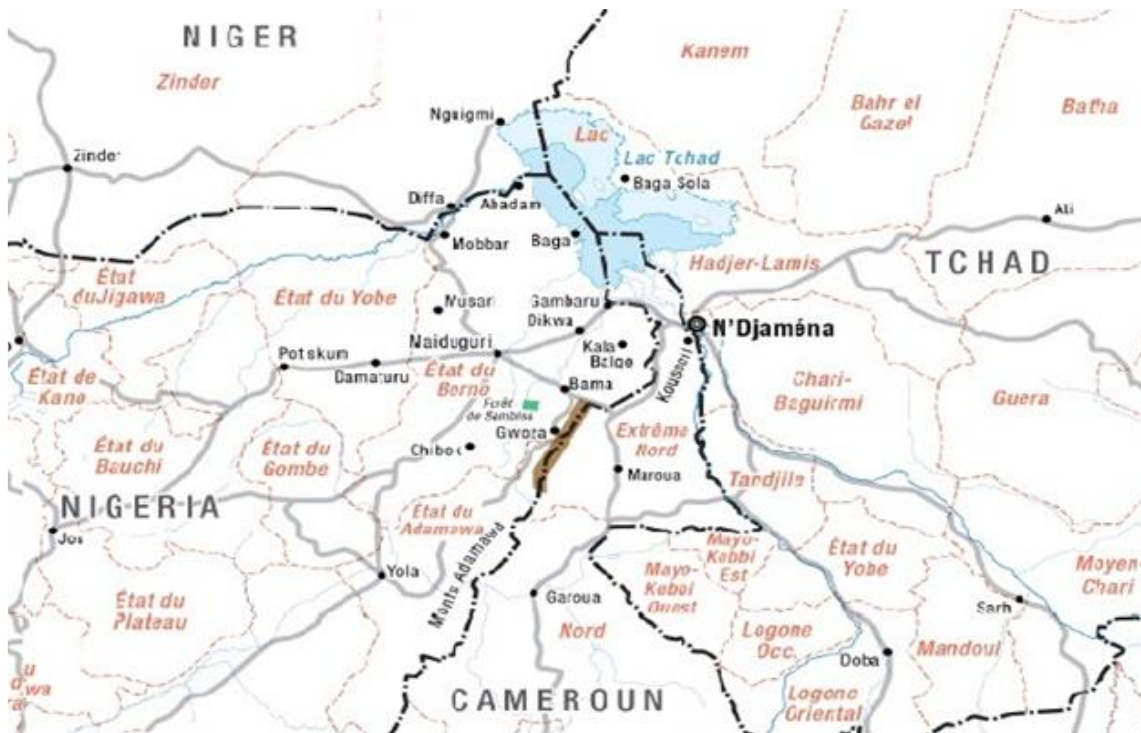
Au Nigeria, une personne déplacée interne sur cinq (PDI) a d'ores et déjà déclaré vouloir s'intégrer localement dans la zone où elle vit actuellement, et de nombreuses autres ont exprimé leur volonté de rentrer chez elles, tout en affirmant que la situation sécuritaire ne leur permettait pas dans l'immédiat d'organiser leur retour<sup>3</sup>. Les communautés de personnes déplacées vivant au Niger et au Tchad ne devraient pas rentrer en masse chez elles au cours de l'année à venir.

L'insécurité continue aggravée par le manque d'accès aux moyens de subsistance continue d'exposer les communautés déplacées à des risques de mort, d'enlèvement et d'abus sexuels, ce qui les contraint à se tourner vers des activités dangereuses et des mécanismes d'adaptation négatifs pour survivre. Pour certaines femmes et filles, parmi ces mécanismes d'adaptation négatifs figurent le mariage précoce (qui est une conséquence directe du manque de ressources), ou encore la prostitution de survie. Les hommes et les garçons sont aussi des cibles et risquent d'être enlevés ou tués lorsqu'ils vont collecter du bois de chauffage ou qu'ils cultivent dans des zones dangereuses.

Au lieu de s'améliorer, la situation sur le plan alimentaire devrait se détériorer dès le milieu de l'année 2018, lorsqu'elle risque d'être aggravée par les contraintes climatiques dans la région du Sahel. Selon les prévisions en matière de besoins humanitaires dans la région, 62 % de la population tchadienne dans la région du lac devrait se trouver en situation d'insécurité alimentaire durant la saison de

soudure 2018, soit une hausse de 52 % par rapport à l'année précédente<sup>4</sup>. Au Nigeria, 3,7 millions de personnes pourraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire si aucune assistance adaptée n'est fournie (contre 2,6 millions en janvier 2018). Selon le Plan d'intervention humanitaire au Nigeria 2018<sup>5</sup>, 5,7 millions de personnes nécessitent en urgence un relèvement rapide et une assistance pour retrouver leurs moyens de subsistance dans les états de Borno, d'Adamawa et de Yobe. Pourtant, les domaines du relèvement rapide et des moyens de subsistance n'ont été financés qu'à hauteur de 7,7 % en 2017<sup>6</sup>.

**Carte 1 : Bassin du lac Tchad**



Source : International Crisis Group

Bien que de nombreux acteurs humanitaires et du développement considèrent que les conditions d'un relèvement rapide sont réunies dans certaines zones (la région du lac au Tchad, une grande partie des états d'Adamawa et de Yobe au Nigeria, l'ouest de la région de Diffa au Niger), l'amélioration relative de la situation sécuritaire ces deux dernières années ne s'est pas traduite par une amélioration de l'accès aux moyens de subsistance dans la plupart de ces régions. Grâce à de généreux financements (70 % du plan d'intervention humanitaire de 2017 a été financé au Nigeria) et à une intensification massive des actions humanitaires, la famine a pu être évitée dans le nord-est du Nigeria. Toutefois, un tel niveau d'assistance humanitaire sera difficile à maintenir en 2018 et, même si les acteurs impliqués y parviennent, cela n'offrira aucune solution à long terme au manque d'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance engendré par cette crise durable.

Le manque durable de moyens de subsistance sûrs risque de contribuer aux cycles de violence continus, d'alimenter les griefs et d'entraver davantage les capacités d'adaptation déjà bien entamées des communautés démunies. Un investissement de grande envergure en faveur des moyens de subsistance associant une approche à court et à long terme est nécessaire maintenant afin d'éviter que la situation ne se détériore. Il faut impérativement agir immédiatement : les femmes, hommes et enfants vulnérables ne peuvent pas attendre le jour où ils seront en sécurité chez eux pour

parvenir à une solution plus durable. Une vision politique solide de la part des gouvernements des pays touchés par le conflit est nécessaire, et doit prendre la direction de la coordination des interventions humanitaires et de développement. Par ailleurs, l'investissement en faveur des moyens de subsistance doit être considéré comme une opportunité de favoriser l'autonomisation des femmes et des jeunes et de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, ce qui contribuerait à la paix durable dans la région.

## 2 IMPACTS DU CONFLIT

Oxfam a mené une étude afin de comprendre de quelle manière les individus frappés par un conflit s'adaptent à l'impossibilité d'accéder à leurs moyens de subsistance traditionnels, ainsi que les initiatives qui pourraient être envisagées pour aider ces personnes à trouver des moyens de subsistance sûrs. Cette étude a été menée de novembre à décembre 2017 dans les zones de gouvernement local de Damboa et de Gwoza (Pulka) de l'état de Borno au Nigeria, sur l'axe Liwa-Daboua, dans le département de Fouli dans la région du lac au Tchad, et dans le district de Chateau de la ville de Diffa au Niger.

L'étude s'est appuyée sur des outils quantitatifs et qualitatifs (enquêtes auprès des ménages [1214 personnes], groupes de discussion [140 personnes], entretiens avec des informateurs clés, [26 personnes]) et a été menée dans des zones rurales (axe Pulka, Liwa-Daboua) et urbaines (Diffa, Damboa). Elle ne comprenait pas l'analyse de nouveaux moyens de subsistance, et des études et évaluations de marché supplémentaires devront être réalisées afin de déterminer quelles chaînes de valeur peuvent s'avérer viables et peuvent être soutenues.

### L'IMPACT DU CONFLIT

Le conflit en cours inclut des stratégies militaires visant les groupes armés et continue d'exercer des impacts dévastateurs sur les moyens de subsistance dans la région. La plupart des communautés touchées par le conflit manquent de moyens de subsistance durables. En février 2018, 10,7 millions de personnes nécessitaient une assistance humanitaire et dépendaient des aides pour survivre. Des centaines de milliers de personnes vivent dans des zones auxquelles les acteurs humanitaires ne peuvent pas accéder, à l'instar des îles du lac Tchad ou des zones situées en dehors de celles contrôlées par le gouvernement dans le nord-est du Nigeria.

L'insécurité, les opérations militaires et l'état d'urgence ont entravé la liberté de circulation des communautés ainsi que leur capacité à accéder à leurs terres. Les femmes et les hommes vivant en dehors des zones contrôlées par le gouvernement ou sur les îles sont souvent associés à des groupes armés, ce qui signifie qu'il arrive fréquemment que des civils soient empêchés d'accéder à leurs villages et, s'ils tentent néanmoins de le faire, ils risquent d'être blessés ou tués. Les quelques civils qui sont parvenus à retourner chez eux, notamment au Tchad, ont bien souvent perdu la plus grande partie de leurs actifs financiers et de production pendant le conflit et n'ont pas les moyens de recommencer à zéro. Même dans les zones relativement accessibles, l'accès limité des personnes déplacées à leurs terres les empêche de cultiver et de nourrir leur famille.

Des millions de personnes ont fui leur foyer au plus fort du conflit et entament leur troisième année sous le statut de personnes déplacées. La plupart d'entre elles vivent au sein de communautés d'accueil – sauf dans l'état de Borno, où on dénombre pratiquement le même nombre d'individus dans les camps que dans les communautés d'accueil – qui figurent parmi les plus pauvres au monde, dans des abris de fortune, et ne bénéficient dans le meilleur des cas que d'un accès limité à des denrées alimentaires, à l'eau, aux soins et à l'éducation. Les stratégies d'adaptation des communautés d'accueil atteignent leurs limites, et des tensions apparaissent à certains endroits autour de l'exploitation des ressources telles que l'eau et les terres.

La pêche est très limitée par la perte des actifs de production et l'accès restreint au lac, qui revêtait une importance majeure dans les moyens de subsistance de nombreux individus : la plupart des communautés qui vivaient à proximité des rives complétaient leur alimentation ou diversifiaient leurs sources de revenus grâce à la pêche. Dans la région de Diffa, selon une analyse modifiée de la représentation des marchés en situation d'urgence (EMMA) réalisée par Oxfam en novembre 2016, les activités de pêche ont pour la plupart complètement cessé, alors que celles-ci représentaient en moyenne 89 % des revenus totaux des familles<sup>7</sup>. Pour ceux qui ont continué de pêcher, la production a chuté de 94 %. L'insécurité persistante, les restrictions de circulation et les contraintes imposées par l'état d'urgence sur la circulation ont également gravement entravé la mobilité des éleveurs, qui se déplaçaient au sein des pays et au-delà des frontières à la recherche d'eau et de pâturages.

La fermeture des marchés, la destruction des infrastructures (routes, centrales électriques) et la perte des actifs financiers et de production ont gravement réduit la production et ont contribué à une hausse des prix des denrées alimentaires de base, ce qui a exercé un impact sur le pouvoir d'achat des ménages et a aggravé l'insécurité alimentaire. Dans le nord-est du Nigeria, les prix des denrées alimentaires de base en décembre 2017 étaient environ 60 % plus élevés qu'à la même période l'année précédente, et jusqu'à 120 % supérieurs à la moyenne sur cinq ans<sup>8</sup>.

Le commerce transfrontalier a été sévèrement touché par l'insécurité et les mesures militaires, telles que les couvre-feux, qui limitent la circulation des biens et des personnes ; des itinéraires nouveaux, allongés, plus onéreux et plus dangereux sont désormais empruntés pour les échanges. Les marchés florissants dans le nord-est du Nigeria dans lesquels se rencontraient les commerçants du Niger, du Tchad et du Cameroun ont fermé ou se sont détériorés suite aux restrictions de circulation des biens et des individus. D'autres marchés fonctionnent hors de tout contrôle des états.

De plus en plus sensibles à l'impact exercé par les restrictions sécuritaires sur le bien-être des communautés, les autorités nigériennes ont levé l'interdiction frappant la production de poivrons rouges en octobre 2017 et rouvert de la plupart des marchés dans la région de Diffa début février 2018. S'il s'agit d'un pas dans la bonne direction pour améliorer et restituer les moyens de subsistance des communautés, cet effort pourrait être limité par l'insécurité continue et les restrictions pesant sur les zones de production. Il est nécessaire par ailleurs de suivre l'impact de la levée de l'interdiction de production du poivron rouge sur les moyens de subsistance des communautés. Au Tchad, des zones très restreintes du lac sont désormais ouvertes à la pêche (principalement près des rives). Mis à part ces efforts, la plupart des restrictions sécuritaires demeurent inchangées dans les trois pays.

Cet accès limité aux moyens de subsistance a plus d'impact sur les femmes, qui avaient déjà un accès restreint aux marchés dans les zones rurales<sup>9</sup> et une

participation limitée aux activités commerciales, une situation exacerbée par un accès limité au capital et au crédit pour financer leur activité<sup>10</sup>. Les inégalités durables entre les femmes et les hommes dans la région, tels que l'accès limité à l'éducation pour les filles ou la participation limitée des femmes à la vie civique et de leur non-représentation – ou extrêmement limitée – dans les structures de pouvoir traditionnelles (et officielles) et dans les organismes décisionnaires ont été exacerbées par le conflit.

Le conflit a également contribué à une évolution des dynamiques de genre dans la région, qui a eu des conséquences à la fois positives et négatives pour les femmes. Si, traditionnellement, les hommes ont souvent endossé le rôle du « nourrisseur » au sein des familles, ils ont été particulièrement ciblés par tous les aspects du conflit et ont été victimes d'assassinats, d'enlèvements ou de détentions illégales. Sans les hommes, les femmes se sont souvent retrouvées à endosser le rôle de soutien principal – voire unique – de leur foyer. Dans le nord-est du Nigeria, 30 % des foyers en moyenne sont désormais nourris par des femmes, et ce chiffre atteint plus de 50 % dans certaines zones<sup>11</sup>. Toutefois, cette évolution fait également peser un poids plus important sur les épaules des femmes, qui étaient déjà chargées des tâches ménagères et de s'occuper des enfants, et qui n'ont pas le niveau d'éducation suffisant pour mener des activités commerciales. Cette évolution des rôles peut engendrer une certaine frustration chez les hommes, qui se sentent dépossédés de leur rôle, ce qui peut entraîner une hausse des violences domestiques<sup>12</sup>.

#### **Encadré 1 : Changement climatique dans le Bassin du lac Tchad**

Les moyens de subsistance de plus de 2 millions de personnes et la sécurité alimentaire de plus de 17 millions de personnes vivant dans la région dépendaient du lac. Toutefois, le niveau d'eau est impacté par le changement climatique, avec des conséquences graves sur le bien-être et la sécurité des individus.

Avant le conflit, le lac Tchad était une zone dynamique de pêche, d'agriculture et d'élevage de bétail. Les variations saisonnières du niveau d'eau fertilisent les terres, qui offrent des possibilités de culture de décrue et des pâturages de bonne qualité pour les bergers.

Au fil des siècles, la superficie du lac a considérablement évolué. Toutefois, ces dernières décennies, elle s'est réduite davantage que dans le cadre de ses variations naturelles de superficie, notamment en raison de la faible pluviométrie. Actuellement, la superficie du lac est réduite.

Outre la pluviométrie inférieure à la moyenne, la démographie élevée engendre une surexploitation des ressources naturelles et une dégradation de l'environnement.

## MÉCANISMES D'ADAPTATION

Les mécanismes d'adaptation s'avèrent similaires entre les femmes et les hommes interrogés par Oxfam dans la région. Nombre d'entre eux ont recours à des mécanismes de survie négatifs, qui impliquent principalement la réduction de la consommation de denrées alimentaires – c'est-à-dire la réduction du nombre de repas, la limitation de la taille des portions et/ou la consommation de denrées moins chères. Au Nigeria et au Tchad, après la réduction de la consommation de denrées alimentaires, la santé et l'éducation constituent deux des principaux postes dont le budget se voit réduit : les personnes interrogées nous ont expliqué ne pas se rendre dans les dispensaires pour se faire soigner, et les parents ont affirmé avoir déscolarisé

leurs enfants (les filles sont les premières à être déscolarisées). Au Niger, après avoir réduit sa consommation de denrées alimentaires, la population s'est adaptée en se tournant vers des activités auparavant réservées aux étrangers telles que la découpe du bois et la vente de bois et de charbon, ou encore les emplois de docker.

Au Nigeria et au Niger, les personnes interrogées ont mentionné des mécanismes d'adaptation dangereux tels que se rendre dans des zones non sécurisées pour cultiver ou ramasser du bois de chauffage afin de gagner de l'argent. Cette vulnérabilité est principalement due au manque d'accès aux moyens de subsistance, qui rend la population tributaire de l'aide dans un environnement où l'aide humanitaire est la principale ressource pour survivre. Par ailleurs, en conséquence du manque de ressources, les parents se tournent également vers des mécanismes d'adaptation néfastes tels que le mariage des enfants afin de réduire le nombre de bouches à nourrir dans leur foyer.

Les femmes comme les hommes désignent le petit commerce en tant que solution économique de choix compte tenu de leur situation actuelle, dans le cadre de laquelle ils ont un accès limité aux terres pour cultiver ou élever du bétail, ainsi qu'au lac pour pêcher. Par conséquent, 54,1 % des personnes interrogées nomment le petit commerce en tant que solution viable pour retrouver des moyens de subsistance et recommencer leur vie, mais 67,2 % des individus indiquent que le manque de capital et le manque d'accès au crédit les ont empêchés de développer leurs activités telles que la fabrication d'huile d'arachide ou encore l'élevage et la vente de volailles et de petits ruminants, y compris de chèvres.

Au Nigeria et au Niger, les restrictions de circulation ont été désignées, juste derrière le manque de capital, comme un obstacle majeur aux opportunités de bénéficier de moyens de subsistance tandis qu'au Tchad, où les conditions de sécurité sont actuellement meilleures et où les restrictions de circulation sont moindres, plus de 70 % des personnes interrogées ont désigné le manque de capital comme le principal obstacle aux opportunités de bénéficier de moyens de subsistance.

Dans les zones urbaines (Damboa et Diffa), le manque de formations professionnelles a été identifié comme l'un des principaux obstacles à l'accès aux moyens de subsistance tant pour les femmes que pour les hommes.

Toutefois, malgré l'aide humanitaire constante, les besoins alimentaires ne sont pas satisfaits. 71,4 % des ménages interrogés ont déclaré emprunter de la nourriture et 82,3 % d'entre eux ont affirmé emprunter de l'argent et s'endetter pour acheter des denrées alimentaires. Ces écarts doivent être comblés, car il s'agit d'une condition indispensable pour permettre aux individus de se lancer dans des activités de petit commerce ou dans d'autres activités leur offrant un moyen de subsistance. Tant que les individus auront à chercher des denrées alimentaires pour survivre, la réussite potentielle des initiatives de relèvement rapide et de développement des moyens de subsistance sera très limitée. Les résultats de l'enquête d'Oxfam illustrent par ailleurs la nécessité d'associer dans les stratégies de relèvement rapide une vision à court et à long terme.

### 3 INITIATIVES VISANT À SOUTENIR LES MOYENS DE SUBSISTANCE

Bien que tous les acteurs (gouvernements des zones touchées par le conflit, bailleurs de fonds et organisations humanitaires) s'accordent à dire que la région connaît des problèmes structurels qui vont bien au-delà de ce que les actions humanitaires peuvent résoudre, la mise en œuvre manque sur le terrain pour résoudre ces problèmes sous-jacents de façon durable et aider les populations touchées par le conflit à retrouver leurs moyens de subsistance et à recommencer leur vie. Tandis que la sécurité dans certaines zones est encore trop instable pour mettre en œuvre des initiatives de relèvement rapide et de développement, celles-ci sont nécessaires en urgence dans certaines autres zones telles que les principales régions des états d'Adamawa, de Yobe, ou encore certains lieux de l'état de Borno, de l'ouest de la région de Diffa et de la région du lac au Tchad. Les initiatives de développement accusent un certain retard et manquent d'une vision commune et de coordination, ce qui risque de limiter l'efficacité et l'impact à long terme de ces actions sur la vie des individus.

Le Tchad traverse une grave crise économique, qui limite la capacité de l'État à investir dans les programmes liés aux moyens de subsistance dans la région du lac. Elle vient s'ajouter à la crise alimentaire qui touche plus largement des millions de personnes dans le pays. En outre, l'engagement financier des bailleurs de fonds internationaux vis-à-vis de la crise est insuffisant (33,4 % seulement de la somme nécessaire dans le cadre de la crise du lac Tchad ont été financés en 2017)<sup>13</sup>. Dans ce contexte, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a ouvert la voie de la transition entre travail humanitaire et de développement avec l'organisation du tout premier forum consacré à ce domaine en juin 2017, qui visait à promouvoir une planification commune et cohérente.

Au Niger, les mécanismes de coordination entre acteurs humanitaires et du développement manquent toujours, bien que la nécessité d'adopter une approche commune soit reconnue par l'ensemble du secteur. Un consultant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires rédige actuellement une version préliminaire d'un cadre commun visant à mettre en œuvre le lien entre travail humanitaire et de développement et trouver des solutions concrètes pour relier les deux types de programmes. Le premier ministre dirige un Comité tripartite de haut niveau visant à aligner le plan humanitaire du gouvernement sur le plan d'intervention. Toutefois, la manière dont les objectifs de développement seront intégrés à ce processus n'est pas encore claire, et il semble régner une certaine confusion quant à la façon dont cette initiative alimentera le lien. Le gouverneur de la région de Diffa se positionne en tant qu'acteur stratégique dirigeant les efforts de coordination humanitaires et de développement mais pour l'instant, ni le gouvernement ni la communauté internationale n'a fait plus que s'exprimer.

Avec l'aide d'agences multilatérales et de bailleurs de fonds tels que les Nations unies, l'Union européenne et la Banque mondiale, le gouvernement nigérian a mené une évaluation des initiatives de relèvement et d'établissement de la paix en 2016. Depuis 2017, le gouvernement a par ailleurs mis en œuvre des projets à petite échelle et à court terme liés aux moyens de subsistance via le fonds de soutien aux victimes Victim Support Fund (VSF). La North-East Development Commission, qui se consacre au développement du Nord, a officiellement été créée fin 2017. Toutefois, le discours des



gouvernements vis-à-vis du processus de stabilisation s'est jusqu'à présent concentré sur la construction d'infrastructures physiques, un élément important pour raviver l'économie dans la région mais qui doit être associé à une approche ciblant le relèvement et le développement durable, avec des investissements et du soutien en faveur des moyens de subsistance et du relèvement rapide afin de répondre aux besoins essentiels et immédiats des communautés.

Au Nigeria, le gouvernement, le HCR et le PNUD s'attachent à faire évoluer le programme lié aux solutions durables afin de trouver une solution durable au problème des personnes déplacées internes via un programme intégré relatif à la protection, au relèvement rapide, au développement des moyens de subsistance et à la réconciliation. Toutefois, ces initiatives sont aux stades de planification et de conseil depuis la mi-2017, et compte tenu de l'ampleur des problèmes de déplacement dans le nord-est et dans les pays avoisinants, il est urgent d'appliquer des mesures collectives afin de répondre aux besoins immédiats et à long terme liés aux moyens de subsistance des communautés déplacées victimes d'une crise prolongée.

Dans le cadre du Plan d'intervention humanitaire 2018, la communauté humanitaire a classé le soutien à la résilience et au relèvement rapide en 3<sup>e</sup> position de ses objectifs, et a défendu « une analyse, une planification et une programmation communes ainsi qu'une plateforme coordonnée pour la fourniture de l'aide humanitaire et en faveur du développement »<sup>14</sup>. Certains bailleurs de fonds soutenant spécifiquement le développement mettent en œuvre des projets à long terme dans le nord-est, à l'instar du projet de relèvement plurisectoriel de la Banque mondiale et de l'aide globale octroyée par l'Union européenne pour répondre aux besoins de relèvement et de reconstruction rapides dans l'état de Borno.

Malgré l'annonce de plusieurs projets régionaux dans le Bassin du lac Tchad visant à soutenir les initiatives en faveur du relèvement rapide et des moyens de subsistance, ces projets ne sont pas encore concrètement mis en œuvre sur le terrain. Ni le projet RESILAC, financé par l'Agence française de développement et le Fonds fiduciaire de l'Union européenne, ni le projet « Stabilisation régionale intégrée du bassin du lac Tchad » de l'Allemagne et du PNUD n'ont encore débuté malgré la nécessité que les acteurs du développement agissent rapidement dans la région.

## 4 PISTES À SUIVRE

Les gouvernements du Nigeria, du Niger et du Tchad, ainsi que les bailleurs de fonds et les acteurs de l'action humanitaire et du développement peuvent et doivent en faire davantage pour soutenir les moyens de subsistance dans le cadre de la crise du Bassin du lac Tchad. Il faut dès à présent passer de la phase de planification des programmes de moyens de subsistance à celle de la mise en œuvre si l'on veut garantir des moyens de subsistance sûrs aux millions de personnes touchées par le conflit, en particulier les femmes et les filles, et par conséquent réduire la vulnérabilité et les risques pour leur sécurité. Un programme consacré au relèvement rapide et aux moyens de subsistance alliant une approche à court et long terme et associé à un financement et un engagement à long terme doit être mis en œuvre afin d'aider les communautés à surmonter le stress et le traumatisme liés au conflit et afin de prévenir l'émergence de griefs et conflits futurs dans la région.

## **Pour les gouvernements des régions touchées par le conflit**

- Développer une vision politique pour le développement à moyen et long terme des régions touchées, dans le cadre duquel un accès sûr aux moyens de subsistance des hommes, des femmes et des jeunes sera prioritaire, de même que l'objectif visant à promouvoir la paix à long terme dans la région et à trouver une solution permettant de mettre un terme à la crise durable. Permettre aux individus d'accéder à leurs moyens de subsistance mettra par ailleurs un terme à la dépendance actuelle à l'aide humanitaire des communautés déplacées.
- Réévaluer les mesures appliquées dans le cadre de l'état d'urgence et qui entravent la liberté de circulation et l'accès aux moyens de subsistance des individus. Reconnaître que les mesures associées à l'état d'urgence ne sont pas adaptées à la gestion des crises durables. Améliorer les relations établies avec les communautés en collaborant de près avec ces dernières afin d'assurer leur participation active et développer ensemble une stratégie visant à améliorer la situation sécuritaire et à identifier des manières d'aider les individus à bénéficier en toute sécurité d'opportunités économiques.
- Fournir un certain leadership dans la coordination des efforts des acteurs humanitaires et du développement afin de garantir que l'aide est fournie de façon stratégique et sans dispersion des efforts. S'engager pleinement dans l'identification des domaines de relèvement rapide et des besoins des populations grâce aux services techniques existants. Utiliser le mécanisme de coordination pour la planification commune, la mobilisation des ressources, la programmation et la mise en œuvre de façon régulière.
- Développer des politiques et des cadres de mise en œuvre entourant la façon de garantir l'accès aux terres aux personnes déplacées internes. Cela doit être fait après concertation avec les communautés d'accueil et les personnes déplacées, et réalisé dans le cadre de la stratégie liée aux solutions durables, en collaboration avec les acteurs humanitaires.
- Pour les autorités nigériennes : poursuivre la levée des restrictions pesant sur les moyens de subsistance afin d'encourager leur récupération dans la région de Diffa. Adopter une approche nuancée en fonction des besoins des différentes zones : par exemple, l'ouest de la région peut être plus favorable aux activités de relèvement rapide que l'est.
- Pour les autorités nigériennes : intégrer le plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité via l'adoption et la mise en œuvre de plans d'actions de l'État afin de garantir la participation des femmes et des filles au processus de relèvement rapide ainsi qu'un accès sûr et équitable aux services de soutien aux moyens de subsistance.
- Au Niger et au Tchad : adopter un plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité comprenant l'autonomisation économique des femmes et qui garantira la participation des femmes à tous les processus, dont ceux du relèvement rapide et des moyens de subsistance.

## **Pour les bailleurs de fonds soutenant l'humanitaire et le développement**

- Financer intégralement le Plan d'intervention humanitaire 2018 pour les trois pays afin de s'assurer que les besoins essentiels des populations sont satisfaits. La fourniture efficace des services de base permettra aux populations de récupérer leurs moyens de subsistance et garantira le succès des initiatives liées. Au

contraire, négliger les besoins essentiels des populations les enfermera dans une situation de dépendance.

- Veiller à ce que le financement soit basé sur la vulnérabilité, étant donné que les communautés hôtes comme les PDI continuent d'être touchées par le conflit. La crise du Bassin du lac Tchad a lieu dans l'une des régions les plus pauvres du monde, affichant un indice de développement humain parmi les plus bas et des structures sociales complexes. Une réponse complète est nécessaire : cette dernière doit reconnaître la nature variable de la vulnérabilité des communautés locales et les dynamiques sociales, elle doit être flexible et s'adapter au contexte changeant.
- Associer une approche à court et à long terme dans les programmes liés aux moyens de subsistance. Une aide humanitaire directe doit être fournie parallèlement aux activités liées aux moyens de subsistance à long terme. Cela permettra aux individus de satisfaire à leurs besoins essentiels tout en se lançant dans des activités commerciales.
- Hiérarchiser les interventions communautaires liées aux moyens de subsistance à partir d'une analyse participative des marchés, et en permettant aux populations affectées par le conflit d'identifier et de déterminer leurs propres besoins. Par exemple, le petit commerce a été identifié comme étant à la fois le moyen de subsistance privilégié et une solution viable compte tenu de l'accès limité aux anciens moyens de subsistance.
- Améliorer l'accès au crédit, notamment pour les femmes, en soutenant la réhabilitation d'*adashe* et d'autres groupes d'épargne communautaires, à l'instar de la création et de la promotion de la Village Saving and Loan Association (VSLA) afin d'aider les communautés déplacées à débiter de petites activités commerciales. Cibler les femmes leur permettra de bénéficier d'un meilleur accès aux marchés et au commerce. S'assurer que des évaluations complètes des risques sont menées vis-à-vis du ciblage des femmes dans le cadre des moyens de subsistance afin de limiter les potentiels impacts négatifs.
- S'assurer que les programmes actuels liés aux moyens de subsistance ne contribuent pas à renforcer les stéréotypes de genre en développant des programmes de moyens de subsistance tenant compte des questions de genre, reposant sur une analyse approfondie du marché et du contexte et visant à favoriser durablement l'autonomisation des femmes. Le soutien aux moyens de subsistance pourrait constituer une bonne opportunité de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes dans la région, et devrait être pensé et conçu dans cette optique.
- Promouvoir les engagements de plusieurs années afin d'améliorer la prévisibilité du financement et de permettre une planification de long terme de la part des acteurs humanitaires et de développement. Les bailleurs de fonds et organisations humanitaires doivent par ailleurs s'assurer de la disponibilité d'un financement flexible tenant compte des variables d'une crise afin de fournir l'aide vitale si nécessaire et en parallèle, répondre aux besoins humanitaires et de développement de moyen à long terme en vue de réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des communautés locales. Cela ne sera possible que par le biais d'approches conjointes entre humanitaire et développement ainsi qu'une mise en œuvre, un contrôle et suivi collaboratifs.
- Étudier des « mesures provisoires » visant à soutenir les moyens de subsistance, par exemple investir dans le jardinage ou l'aquaculture dans des zones où la situation sécuritaire et le climat sont favorables.
- Parallèlement aux programmes liés au relèvement rapide et aux moyens de

subsistance, investir dans des programmes d'établissement de la paix et de gouvernance afin de garantir le succès du développement des moyens de subsistance et investir en faveur de la gouvernance visant à relancer les services sociaux de base. La crise dans la région est structurelle et aggravée par l'absence quasi totale d'acteurs de l'état dans certaines zones.

- Au Nigeria, les bailleurs de fonds de l'humanitaire et du développement doivent fournir des financements afin que le secteur du relèvement rapide soit renforcé et que les Nations unies puissent mener à bien leur mission liée aux programmes de relèvement rapide.
- Au Niger, soutenir la réouverture récente des marchés et de la production de poivron rouge dans la région de Diffa en menant des projets réactifs pouvant être adaptés à l'évolution du contexte.

## **Pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le PNUD**

- Définir un cadre commun relatif aux résultats collectifs afin de garantir le lien entre développement et programme humanitaire ainsi que l'intégration efficace du relèvement rapide et des interventions en faveur des moyens de subsistance. Mener une évaluation commune afin de définir les priorités stratégiques et géographiques pour les activités de relèvement rapide, reposant sur des critères communs, et guider l'investissement coordonné des bailleurs de fonds humanitaires et soutenant spécifiquement le développement.
- Aligner les programmes liés aux moyens de subsistance sur les priorités nationales et les plans de développement. Le cluster relèvement rapide au Nigeria doit garantir la coordination pour la mobilisation des ressources et l'atteinte des résultats visés dans les délais.
- Développer et mettre en œuvre une approche des moyens de subsistance intégrant les questions de genre afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes et des hommes. Lorsqu'elles réalisent des activités telles que la collecte de bois de chauffage, les femmes s'exposent à des risques d'enlèvement ou d'agression. Une approche tenant compte des questions de genre est essentielle pour éradiquer les risques d'agression sexuelle et de violences domestiques, par exemple. Tout en promouvant l'autonomisation économique des femmes, il est par ailleurs indispensable d'adopter des mesures garantissant que les hommes ne sont pas stigmatisés et ne se sentent pas exclus.
- Au Nigeria, s'assurer que les interventions liées aux moyens de subsistance sont intégrées à la stratégie associée aux solutions durables afin d'éviter la duplication des efforts, et élaborer un plan d'action pour mise en œuvre immédiate. S'assurer que la stratégie et le plan d'action reflètent clairement les besoins des individus retournant chez eux et de ceux qui souhaitent s'intégrer dans les lieux où ils ont été déplacés, ou s'installer ailleurs.
- Au Niger, rétablir le groupe de travail Relèvement rapide et lui fournir les ressources humaines et financières nécessaires pour qu'il puisse endosser son rôle de conseiller technique. Promouvoir le financement et la mise en œuvre de projets autonomes liés aux moyens de subsistance.
- S'assurer que toutes les actions humanitaires et de développement sont intégrées aux plans de développement locaux aux niveaux communautaire et régional. Le soutien apporté à ces plans autonomisera les acteurs locaux et garantira que la coordination entre les acteurs humanitaires et du développement est effective sur le terrain.

## NOTES

- 1 OCHA (2018). Lake Chad Basin Emergency: 2018 Humanitarian Needs and Requirement Overview. Humanitarian Response Info. Février 2018. [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/lcb\\_hnro\\_19022018\\_en\\_final.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/lcb_hnro_19022018_en_final.pdf)
- 2 Boko Haram May Control Up to 20 Percent of Nigeria. National Public Radio (NPR). Janvier 2015. <https://www.npr.org/2015/01/13/377024729/boko-haram-may-control-up-to-20-percent-of-nigeria>
- 3 REACH Initiative (2017). Not Ready to Return: IDP movement intentions in Borno State, Nigeria. Octobre 2017. <http://www.reach-initiative.org/not-ready-to-return-idp-movement-intentions-in-borno-state-nigeria>
- 4 OCHA (2018). Tchad : impact de la crise nigériane dans la région du Lac. OCHA Rapport de situation n° 28. (01/02/2018) [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180201\\_sitrep\\_28\\_final.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180201_sitrep_28_final.pdf)
- 5 OCHA (2017). Nigeria Humanitarian Response Plan from January to December 2018. Humanitarian Response Info. Décembre 2017. [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/02082018\\_ocha\\_nigeria\\_humanitarian\\_response\\_plan.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/02082018_ocha_nigeria_humanitarian_response_plan.pdf)
- 6 Financial Tracking Service. Nigeria 2017 Humanitarian Response Plan. <https://fts.unocha.org/appeals/536/summary>
- 7 Oxfam (2016). EMMA (analyse et cartographie des marchés en état d'urgence) modifiée et analyse de la protection. Les systèmes de marchés des revenus du poisson fumé et du poivron rouge séché. Région de Diffa, Niger oriental. Décembre 2016. file:///C:/Users/bscottu/Downloads/rr-emergency-market-mapping-niger-091216-fr.pdf
- 8 OCHA (2017). Nigeria Humanitarian Response Plan from January to December 2018. Humanitarian Response Info. Décembre 2017. [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/02082018\\_ocha\\_nigeria\\_humanitarian\\_response\\_plan.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/02082018_ocha_nigeria_humanitarian_response_plan.pdf)
- 9 Analee Pepper, Stéphanie Brunelin, Simon Renk (2017). Assessing gender and markets in the Lake Chad Basin region. VAM Gender and Markets study #2 2016–2017. Programme alimentaire mondial. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022434/download/>
- 10 Nigeria - WFP/FEWS NET. Market assessment in Borno, Yobe and Adamawa States. Décembre 2017(données recueillies en août 2017). [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000051127/download/?\\_ga=2.255672267.2114283435.1520931928-284168534.1516975270](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000051127/download/?_ga=2.255672267.2114283435.1520931928-284168534.1516975270)
- 11 Ibid
- 12 Oxfam (non publié, 2017). Protection analysis in North-East Nigeria. Décembre 2017.
- 13 “Chad: impact of the Nigerian crisis in the Lake region” OCHA Sit-rep n28 (01/02/2018)
- 14 OCHA (2017). Nigeria Humanitarian Response Plan from January to December 2018. Humanitarian Response Info. Décembre 2017. [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/02082018\\_ocha\\_nigeria\\_humanitarian\\_response\\_plan.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/02082018_ocha_nigeria_humanitarian_response_plan.pdf)

© Oxfam International mars 2018

Ce rapport a été rédigé par Nafkote Dabi et Aurore Mathieu. Oxfam remercie Emma Fanning et Arnaud Ghizzi pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Email [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-227-2 en mars 2018. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)